BURUNDI

Mise à jour opérationnelle - **Octobre 2026**

Visite de l'équipe ECHO au centre de transit de Cishemere. @ UNHCR

Faits saillants

- Intempéries et El Niño. Au site de réfugiés de Busuma, les pluies du 17 octobre ont affecté 510 tentes, laissant environ 2 000 personnes à reloger. Le 20 octobre, les intempéries et la foudre ont causé un décès, dix personnes nécessitant des soins et plus de 200 abris détruits. Au site de réfugiés de Musenyi, 30 abris, un hangar et les toitures de cinq maisons ont été endommagés. Les familles affectées ont été hébergées temporairement sous tente et les travaux de réhabilitation sont en cours. Des dégâts liés aux intempéries ont aussi été signalés dans les camps au nord du pays.
- Mission de suivi d'ECHO. En octobre, ECHO a visité le centre de transit de Cishemere, et le site des réfugiés de Busuma pour le suivi des interventions financées et les besoins avec les réfugiés, le HCR, l'ONPRA et les partenaires. Les réfugiés ont signalé des difficultés d'accès aux médicaments, aux abris, une assistance alimentaire et matérielle insuffisante et des préoccupations sécuritaires.
- Visite de la ministre adjointe aux Affaires étrangères allemande. Organisée en octobre avec le HCR et l'ONPRA, la visite de la ministre au centre de transit de Cishemere visait à examiner les conditions d'accueil et les services de protection et d'assistance. Des échanges ont eu lieu avec les réfugiés sur leurs besoins et les conditions de vie difficiles en tant que réfugiés.
- Retours volontaires et réintégration. En octobre, environ 5 000 personnes sont retournées en RDC en cinq convois depuis Busuma et le centre de transit de Cishemere, avec un suivi des personnes vulnérables et des enfants non accompagnés rapatriés. À Musenyi, les préparatifs du premier convoi prévu en novembre ont débuté. Dans le cadre de la réintégration, les rapatriés burundais ont bénéficié de kits abris, d'un suivi post-distribution et d'une assistance juridique.

Aperçu opérationnel

En octobre 2026, la situation sécuritaire est demeurée globalement calme, permettant la poursuite des opérations du HCR. Toutefois, les fortes pluies, les vents et la foudre ont causé des pertes humaines, endommagé les abris et les infrastructures particulièrement à Busuma et Musenyi, accentuant les risques sanitaires, de protection et d'interruption des services essentiels. Les violences basées sur le genre, les risques de séparation familiale et les difficultés d'accès à la documentation et à l'assistance après les transferts entre sites restent préoccupants. Parallèlement, la pression sur les services éducatifs, d'eau, d'hygiène, d'assainissement et de santé reste importante, tandis que les mouvements de retour volontaire nécessitent le maintien de garanties de protection et d'un suivi des personnes vulnérables. Les priorités portent ainsi sur la sécurisation et la réhabilitation des infrastructures, le relogement des ménages sinistrés, le renforcement de la protection de l'enfance et de la réponse aux VBG, ainsi que la continuité de l'accès aux services, à la documentation et à l'assistance.

Protection

Dans les camps de Kinama et Musasa, une procédure coordonnée entre les services de santé, l'état civil et les équipes des camps a été validée pour répondre aux retards persistants d'enregistrement des naissances, notamment pour les enfants issus de couples mixtes. Les efforts se poursuivront pour faciliter leur enregistrement. En parallèle, des démarches sont engagées pour rétablir l'accès à l'assistance des personnes affectées par des difficultés de transfert de dossiers entre sites.

Le HCR et ses partenaires ont poursuivi la prise en charge des survivantes de violences basées sur le genre à Kinama, Musasa et Musenyi, à travers un accompagnement psychosocial, une orientation vers les services médicaux et un suivi individuel. À Musenyi, sept survivantes ont été accueillies par Save the Children. Le suivi de deux personnes orientées les semaines précédentes a également confirmé leur accès aux soins requis. En parallèle, les séances de sensibilisations communautaires de prévention et de lutte contre les VBG ont touché 804 réfugiés à Bwagiriza, Nyankanda et Kavumu.

Le 26 octobre, à Cankuzo, le Barreau de Bujumbura a organisé une réunion de coordination réunissant 44 acteurs de la justice formelle et non formelle de la région de Buhumuza, ainsi que des représentants de l'administration, des réfugiés et des rapatriés. Les échanges ont notamment recommandé de renforcer l'assistance aux victimes dans les dossiers en cours au parquet de Cankuzo, de sensibiliser les réfugiés aux procédures judiciaires de première instance et de consolider le mécanisme de référencement et de suivi entre les différents acteurs, avec l'appui des juristes de terrain du Barreau.

Dans le cadre de renforcer la protection des réfugiés, dans les camps de Kinama et Musasa, les réfugiés, autorités et communautés hôtes ont convenu de mesures concrètes pour répondre aux difficultés du quotidien : formaliser les contrats de location de terres et identifier les enfants issus de couples mixtes dont la naissance n'a pas été déclarée. Les échanges ont également porté sur l'accès à l'eau, l'état civil et la liberté de mouvement. À Musasa, un dialogue appuyé par le HCR a réuni, le **8 octobre, 23 participants** autour de ces questions, de l'accès à l'eau, de la liberté de mouvement et de la sécurité communautaire. Ces échanges visaient à renforcer la coexistence pacifique et la collaboration locale.

Protection de l'enfance

Six enfants non accompagnés ont bénéficié d'évaluations de protection et d'une assistance matérielle au centre de transit de Makombe. Des démarches sont en cours pour les réunir avec une parente à Musenyi. Le suivi des enfants séparés et non accompagnés se poursuit également dans les camps du nord et au site de Musenyi.

Au cours de la période de rapportage, l'**ONPRA a enregistré 64 naissances au site de Musenyi, contribuant à préserver l'identité juridique des nouveau-nés** et leurs droits fondamentaux. Durant la même période, le HCR a également assuré le suivi d'enfants confrontés à des difficultés d'accès à l'assistance alimentaire, permettant leur réintégration dans le système d'assistance.

Les activités de protection de l'enfance se sont poursuivies dans les camps de l'Est. À Kavumu, 1 308 enfants avaient participé aux activités de l'Ideas Box, notamment la lecture, le cinéma, les jeux et l'utilisation de tablettes. Du 19 au 23 octobre, 1 031 enfants ont été enregistrés dans ces activités. L'IRC, nouveau partenaire de protection du HCR, assure la poursuite des activités des Ideas Box à Bwagiriza et Nyankanda.

Personnes à besoin spécifiques

Au camp de Nyankanda, **212 personnes ayant des besoins spécifiques ont été accompagnées lors de la distribution de vivres.** À Kavumu, 15 membres du comité chargé des personnes ayant des besoins spécifiques ont également bénéficié, le 14 octobre, d'un renforcement de capacités portant sur l'identification, les différentes catégories de besoins spécifiques et les mécanismes de référencement.

Le 27 octobre, une activité de sensibilisation organisée à Musenyi a atteint 1 667 personnes sur les droits des personnes vivant avec handicap, dont 627 femmes, 343 hommes, 523 filles et 174 garçons.

Protection légale et juridique

Au cours de la période de rapportage, **108 rapatriés burundais ont bénéficié de conseils et d'informations juridiques sur 285 problématiques** durant la première semaine d'octobre, notamment l'enregistrement des naissances et des mariages, l'accès aux documents d'identité, les conflits fonciers, la réintégration scolaire et professionnelle et le logement. **Quatre séances de sensibilisation sur les droits des rapatriés et les démarches administratives et juridiques** ont également été organisées dans les principales zones de retour des communes de Nyanza et Makamba dans la province de Burunga, au sud du Burundi.

Enregistrement

Le HCR a poursuivi la mise à jour des données d'enregistrement des réfugiés dans tous camps de réfugiés. Aux camps de l'Est, sur 195 personnes ciblées, 124 se sont présentées et 95 ménages ont vu leur preuve d'enregistrement renouvelée. L'exercice vise à améliorer la qualité des données et à renforcer l'accès des réfugiés à la protection et aux services.

232 réfugiés issus de 56 ménages ont été transférés de Makombe vers Kinama, Musasa et Musenyi. Parmi eux, 203 personnes ont été relocalisées à Kinama, tandis que les autres mouvements vers Kinama, Musasa et Musenyi ont été effectués dans le cadre de réunifications familiales. Les ménages transférés ont reçu une assistance alimentaire sous forme de ration.

Besoins prioritaires

Maintenir la continuité de la prise en charge après les transferts, faciliter l'accès à l'état civil et aux mécanismes de recours, et poursuivre le dialogue sur la liberté de mouvement et la prévention de la stigmatisation.

Voici les besoins :

- le transfert rapide et sécurisé des dossiers entre bureaux et sites ;
- la disponibilité régulière des services d'état civil et la délivrance des actes de naissance ;
- le renforcement des mécanismes de référencement VBG et protection de l'enfance ;
- l'assistance matérielle ciblée aux personnes à besoins spécifiques ;
- l'accès effectif à l'aide juridique et aux recours ;
- la prévention de la stigmatisation, de l'exploitation et des abus ; et
- l'intégration systématique des risques climatiques dans le monitoring de protection.

Éducation

En octobre, **3 423 enfants étaient inscrits dans quatre écoles partenaires desservant la zone de Musenyi, dont 1 850 enfants réfugiés et 1 573 enfants burundais**. Le HCR et ses partenaires ont poursuivi le suivi de la scolarisation ainsi que l'évaluation des besoins en infrastructures afin de renforcer l'accès à l'éducation pour les enfants réfugiés et ceux de la communauté hôte.

Le 6 octobre, **des élèves réfugiés ayant rejoint l'enseignement formel après des cours de rattrapage ont reçu du matériel scolaire, avec l'appui du HCR et de ses partenaires dans le cadre de l'intégration des enfants réfugiés dans le système éducatif burundais**. Le HCR a également assuré le suivi d'élèves réfugiés récemment intégrés dans des écoles à Rutana, Rutovu et Mahwa, afin de soutenir la continuité de leur scolarité dans le système éducatif burundais.

L'augmentation des effectifs exerce une pression sur les salles de classe, le mobilier, les équipements pédagogiques et les enseignants. Dans les camps du nord, l'insuffisance d'enseignants qualifiés et l'absence de diplômes pour 77 lauréats compromettent respectivement la qualité de l'apprentissage et la poursuite des études. À Busuma, les inondations ont affecté des salles de remédiation et pourraient interrompre les cours d'environ 800 enfants. Les enfants non scolarisés faute de matériel et ceux exposés aux déplacements nécessitent un suivi individualisé afin de réduire les risques d'abandon, d'exploitation et de mariage précoce.[

Besoins prioritaires

- Renforcer les effectifs et la formation des enseignants, soutenir les enfants privés de matériel scolaire et faciliter la poursuite des études ainsi que l'accès aux diplômes.
- Réhabiliter les espaces d'apprentissage endommagés, fournir des table-bancs, kits scolaires et supports pédagogiques, assurer la délivrance des diplômes, développer des options de cycle post-fondamental proches de Musenyi et maintenir des mécanismes de suivi des enfants à risque de décrochage.

Abris, WASH, NFI

Au 30 octobre, **environ 665 000 litres d'eau étaient fournis quotidiennement à Busuma, portant l'accès à environ 21,5 litres d'eau par personne et par jour**.

Au moins 510 tentes ont été endommagées par les pluies du 17 octobre au site de réfugiés de Busuma, laissant environ 2 000 personnes à reloger. Le 20 octobre, de nouvelles intempéries accompagnées de foudre ont frappé le site, avec plus de 200 abris signalés comme entièrement détruits. Les dégâts aux réseaux d'eau, aux latrines et à la Clinique Global menacent l'accès à l'eau potable et aux soins, aggravant les risques de blessures et de maladies. Les ravins et l'absence de paratonnerres constituent également un danger pour les réfugiés, les communautés et le personnel humanitaire.

Au site de Musenyi, les intempéries ont endommagé 30 abris familiaux, les toitures de cinq maisons et un hangar communautaire. Le HCR, l'ONPRA, COPED et le comité des réfugiés ont évalué les dégâts et identifié les ménages à assister. Des tentes et des matériaux ont été mobilisés pour leur hébergement temporaire et la réhabilitation des structures.

En octobre, le HCR, l'ONPRA et AIRD ont achevé une **distribution d'articles ménagers essentiels dans les camps de Kavumu et Nyankanda**, atteignant 5 474 ménages sur les 5 603 prévus, soit un taux de participation de 97,76 %. **Au total, 30 819 couvertures, 30 819 matelas, 5 499 kits de cuisine et 6 532 lampes solaires ont été distribués aux ménages réfugiés**. De plus, 9 265 couvertures ont été distribuées à 2 598 ménages (9 790 réfugiés) au site de Musenyi. Cette assistance en articles ménagers essentiels vise à répondre aux besoins des réfugiés.

Distribution d'articles ménagers essentiels aux réfugiés afin de répondre à leurs besoins prioritaires.© UNHCR Burundi / 2026

Le HCR et ses partenaires ont renforcé l'assistance en articles essentiels aux femmes à risque au site de Musenyi et dans les communautés environnantes. Au cours de la période, 240 kits de dignité ont été distribués par les partenaires, dont 159 à des femmes réfugiées vivant au site de Musenyi et 81 à des femmes de la communauté hôte dans les collines de Gitanga et Nkurye.

À **Kavumu**, les activités WASH comprenaient notamment la désinfection de **850 trous de latrines**, la réalisation de **sept fosses de vidange** et la vidange de deux blocs de latrines. À Nyankanda, 592 portes de latrines, ainsi que des installations sanitaires communautaires, ont été désinfectées, tandis que la construction du mur de protection de la source de captage de Rutegama avait atteint 95 %. À Bwagiriza, 168 latrines ont été désinfectées et le réseau d'eau a fait l'objet de travaux d'entretien et de protection.

Santé & Nutrition

Les services de santé ont continué d'être assurés à Bwagiriza, Kavumu et Nyankanda parallèlement à la réponse à Busuma. Du 19 au 30 octobre, 2 321 consultations ont été réalisées pour les réfugiés dans ces trois camps, ainsi que 109 consultations au bénéfice de membres de la communauté hôte. Sur l'ensemble des trois camps et de Busuma, 10 618 consultations ont été réalisées pendant la même semaine, dont 8 368 pour les réfugiés et 2 250 pour la communauté hôte. Aucun cas épidémique n'a été enregistré.

Au site de Musenyi, les partenaires de santé présents ont assuré 5 222 consultations dont 3 366 consultations médicales pour les réfugiés et 1 856 consultations pour les membres de la communauté hôte. Les services ont également enregistré 66 hospitalisations, 8 références médicales et 16 accouchements, tandis que 3 708 personnes ont été sensibilisées sur différentes thématiques de santé.

Besoins prioritaires

- Achever les réparations des abris, vérifier la couverture de tous les ménages affectés et lever les contraintes d'approvisionnement qui ralentissent les infrastructures de santé.
- Accélérer le relogement des ménages sinistrés ; stabiliser et baliser les ravins ; protéger les réseaux d'eau ; vidanger et réhabiliter les latrines ; améliorer le drainage ; sécuriser les structures de santé et les stocks de médicaments ; installer des paratonnerres ; renforcer la surveillance épidémiologique et le soutien psychosocial ; prépositionner des tentes, bâches, NFI, médicaments et kits WASH pour une réponse rapide.

Moyens de subsistance et inclusion économique

À Musenyi, les partenaires ont poursuivi l'appui aux activités génératrices de revenus et l'accès aux terres agricoles. Dans le cadre du programme Women Rising, 120 représentantes de 40 groupements de femmes et de filles ont achevé leur formation en entrepreneuriat. Du matériel d'épargne a été remis à 29 groupements pour appuyer leur fonctionnement. Le suivi des activités économiques reste nécessaire pour apprécier les effets sur les revenus et l'autonomie des participantes.

Retour volontaire et réintégration

Retour volontaire des réfugiés congolais

Le 8 octobre 2026, 240 réfugiés congolais issus de 38 ménages sont retournés en RDC lors du premier convoi de rapatriement volontaire depuis Cishemere, avec l'appui du HCR et de ses partenaires. Un accompagnement spécifique a été assuré à huit enfants séparés, en coordination avec les équipes de protection en RDC, ainsi qu'à deux personnes transportées en ambulance.

En octobre, environ 5 000 personnes sont retournées en RDC, dont près de 80 % depuis Busuma. Le HCR et ses partenaires veillent à ce que les décisions de retour soient libres et éclairées et que les personnes vulnérables bénéficient d'un suivi à leur arrivée. De plus, ces retours étaient accompagnés de mesures de protection. Par exemple, 12 enfants non accompagnés retournés le 22 octobre l'ont été afin d'être réunifiés avec leurs parents ou d'autres membres de leur famille, tandis que les évaluations de l'intérêt supérieur liées au retour ont été partagées avec les équipes en RDC pour le suivi.

Réintégration des retournés Burundais

Le HCR, en collaboration avec l'ARRR, COPED et les autorités locales, a distribué des kits abris à 118 ménages retournés à Nyanza-Lac, 107 ménages dans la commune de Musongati, dont 10 ménages vulnérables de la communauté hôte et à 120 ménages rapatriés vulnérables dans les communes de Muyinga et Butihinda, en province de Buhumuza. Les ménages bénéficiaires ont été sélectionnés en fonction notamment de leur vulnérabilité, de leurs conditions de logement et de leur composition familiale. Cette assistance leur permettra de construire ou de réhabiliter leur logement et ainsi d'améliorer leurs conditions de vie et leur sécurité et à soutenir leur réintégration.

Distribution de kits d'abris aux ménages retournés dans la province de Burunga © UNHCR Burundi / 2026

Dans les zones de retour couvertes par Rutana, le suivi après distribution des kits abris indique que des ménages ont intégré les maisons nouvellement construites ou réhabilitées, en remplacement de logements précaires. À Nyagisozi, dans la commune de Busoni, 36 bénéficiaires ayant construit leurs abris ont reçu des tôles.

Les conflits fonciers et successoraux, les besoins de documentation civile, l'accès au logement et la réintégration scolaire demeurent des déterminants essentiels de la durabilité du retour. Les retards judiciaires liés au manque de personnel et de moyens logistiques prolongent l'insécurité juridique des rapatriés. La réponse doit combiner assistance juridique, médiation, suivi post-distribution des kits abris et orientation vers les services sociaux et économiques.